Ouest France, 30 juin 2022

Nouvelle-Calédonie. Après le référendum, place à l'ouverture d'un dialogue ultra sensible

Julie CATEAU.

Nouvelle-Calédonie. Après le référendum, place à l'ouverture d'un dialogue ultra sensibleUne mission d'information du Sénat vient de s'achever en Nouvelle-Calédonie. Son but : prendre le pouls politique et social du territoire à l'heure d'engager les discussions sur l'avenir institutionnel.

Les sénateurs François-Noël Buffet (Rhône), Philippe Bas (Manche) et Jean-Pierre Sueur (Loiret) ont achevé mardi une mission d'information d'une semaine en Nouvelle-Calédonie. Ils ont parcouru l'ensemble du territoire, tenu 36 auditions et rencontré partis politiques, monde économique et société civile. **« Nous avons beaucoup écouté, ce qui n'est pas facile pour des parlementaires (rires), mais c'était une écoute nécessaire pour comprendre les défis présents et à venir »**, a déclaré François-Noël Buffet, président de la commission des lois au Sénat, en conférence de presse. Après la tenue du troisième référendum, en décembre, prévu par les accords de Nouméa de 1998, où le « oui » au maintien de la Calédonie dans la France l'a de nouveau emporté, l'heure est à la définition du futur statut.

Quel lien à la France ?

Aujourd'hui régie par un dispositif unique, avec un transfert de la quasi-totalité des compétences au gouvernement calédonien, excepté les fonctions régaliennes et l'enseignement supérieur, tout reste à inventer. Les sénateurs ont indiqué **« ne fermer aucune porte »** mais **« ce sera aux Calédoniens de s'entendre tant sur les questions à traiter que sur les solutions et les modalités »**. Et d'insister, conscients que toute formulation inadéquate **« pourrait rallumer un incendie »** : **« Aucune solution unilatérale ne sera durable, l'appui de l'État ne sera efficace que s'il est impartial. »**

Un référendum en 2023 ?

L'année dernière, l'ancien ministre des Outre-mer Sébastien Lecornu s'était engagé à un référendum de projet en juin 2023. **« Pour tenir le calendrier, il faudrait que le dialogue reprenne et s'intensifie »**, souligne Philippe Bas. Or, le climat politique calédonien reste tendu. Les indépendantistes du FLNKS, après avoir boycotté le troisième référendum, refusent son résultat, estimant **« avoir été volés »**.

Dévoilement de la statue représentant la poignée de mains historique entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur pour symboliser la nécessité de la concorde civile entre Calédoniens en présence de Mme Tjibaou. pic. twitter. com/CgHWIqMAaV— Philippe Bas (@BasPhilippe) June 26, 2022

Après ce scrutin, ils avaient rompu le dialogue avec l'exécutif. Comme ils l'avaient promis, ils ont appelé à échanger avec la nouvelle équipe après la réélection d'Emmanuel Macron, sur la base de négociations en bilatéral. Et disent ne vouloir discuter que de **« l'accession du pays à sa pleine souveraineté »**.

Parmi leurs préalables : le maintien du gel du corps électoral. L'un des points majeurs des revendications loyalistes qui veulent lever cette restriction. Inscrit dans les accords de Nouméa, ce gel prévoit que seules les personnes arrivées avant le 20 novembre 1998 et justifiant de dix ans de résidence peuvent voter aux scrutins locaux.

Une nouvelle coalition loyaliste

Quatre partis loyalistes, soutiens de Renaissance, se sont rassemblés au sein d'une nouvelle confédération dénommée Ensemble ! avec la volonté d'arriver unis aux négociations. Leur socle

Phoca PDF